

UNION — TRAVAIL — JUSTICE

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE GABONAISE

paraissant le 1^{er} et le 15 de chaque mois à Libreville

| DESTINATIONS | ABONNEMENT 1 AN | | ABONNEMENT 6 MOIS | |
|--|-----------------|------------|-------------------|------------|
| | Voie ordinaire | Voie avion | Voie ordinaire | Voie avion |
| Gabon, Afrique Equatoriale et Cameroun | | 5.500 F. | | 2.700 F. |
| Afrique Occidentale - Togo | 4.900 F. | 7.200 | 2.500 F. | 3.800 |
| France - Afrique du Nord | | 7.200 | | 3.800 |
| Autres pays de la Communauté .. | | 11.200 | | 5.700 |
| Europe | | 9.500 | | 5.700 |
| Amérique et Proche-Orient | | 11.400 | | 5.900 |
| Asie (autres pays) | | 15.300 | 2.700 | 7.900 |
| Congo Kinshasa et Angola | 5.000 | 7.300 | | 3.700 |
| Autres pays d'Afrique | | 10.000 | | 5.300 |

Toute provision pour insertion devra être faite exclusivement par mandat postal ou virement au nom de Monsieur le Gérant du « Journal Officiel » de la République Gabonaise à Libreville, Compte Courant Postal N° 100-31, centre de Libreville.

A N N O N C E S

180 F. la ligne de 50 lettres, signes ou espaces, les lignes de titre ou d'un corps autre que le corps principal du texte comptant double.

Publications relatives à la propriété foncière forestière et minière : 190 F. la ligne de 56 lettres, signes ou espaces, les lignes de titre ou d'un corps autre que le corps principal du texte comptant double.

Toute demande de changement d'adresse devra être accompagnée de la somme de 100 francs.

POUR LES ABONNEMENTS ET LES ANNONCES

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR — SERVICE DU JOURNAL OFFICIEL LIBREVILLE — B. P. 546

Ceux-ci sont payables d'avance par mandat ou virement au nom de M. le Gérant du Journal Officiel à Libreville, Compte Courant Postal N° 100-31 Centre de Libreville.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

NUMERO SPECIAL

ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE

ASSEMBLEE NATIONALE

LOI n° 10/70 du 17 décembre 1970 sur le règlement des conflits d'attribution entre la juridiction judiciaire et la juridiction administrative 396

LOI n° 11/70 du 17 décembre 1970 portant statut des huissiers de justice 396

LOI n° 12/70 du 17 décembre 1970 portant modification du Code de procédure pénale 398

LOI n° 13/70 du 17 décembre 1970 relative au détournement d'aéronef 398

LOI n° 15/70 du 17 décembre 1970 attribuant aux tribunaux judiciaires, compétence pour statuer sur les actions en responsabilité des dommages commis par tout véhicule et dirigés contre une personne morale de droit public 398

LOI n° 16/70 du 17 décembre 1970 portant modification d'un article du Code pénal 399

LOI n° 17/70 du 17 décembre 1970 créant une juridiction spéciale pour les détournements de deniers publics 399

LOI n° 18/70 du 17 décembre 1970 fixant l'échelle des sanctions applicables aux navires de pêche étrangers pêchant sans autorisation dans les eaux territoriales 400

LOI n° 19/70 du 17 décembre 1970 modifiant l'ordonnance n° 21/67 du 23 mars 1967 portant Code des investissements dans la République gabonaise 401

PARTIE OFFICIELLE

NUMERO SPECIAL

ACTES DE LA REPUBLIQUE GABONAISE
ASSEMBLEE NATIONALE

LOI n° 10/70 du 17 décembre 1970 sur le règlement des conflits d'attribution entre la juridiction judiciaire et la juridiction administrative.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le Président de la République chef du gouvernement, promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — La loi n° 24/62 du 20 novembre 1962 est complétée par un titre IV ainsi rédigé :

TITRE IV BIS

Article 40.

« 1. — Les conflits de compétence entre les juridictions judiciaires et la juridiction administrative sont tranchés par la chambre judiciaire et la chambre administrative de la Cour suprême, réunis à cet effet.

« Cette formation est composée de trois membres de la chambre judiciaire et de trois membres de la chambre administrative et présidée par le président de chambre ou à défaut par le magistrat de l'ordre judiciaire le plus ancien dans le grade le plus élevé.

« Elle statue à la majorité de ses membres. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

« 2. — Les fonctions de commissaire de gouvernement près les deux chambres réunies sont exercées par le procureur général près la chambre judiciaire lorsque le rapporteur de l'affaire appartient à la chambre administrative et par le commissaire de la loi près la chambre administrative lorsque le rapporteur appartient à la chambre judiciaire.

« Les fonctions de greffier sont exercées par le greffier en chef de la chambre judiciaire.

« 3. — La procédure applicable devant les deux chambres réunies est celle en vigueur devant la chambre administrative.

« Nonobstant le pouvoir de l'autorité administrative d'élever le conflit, conformément aux dispositions en vigueur, le procureur général près la chambre judiciaire ou le commissaire de la loi près la chambre administrative peut saisir directement par requête, les deux chambres réunies, lorsqu'il apparaît qu'une juridiction judiciaire saisie d'un litige est incompétente pour en connaître. Le même droit est reconnu aux parties à l'instance.

« 4. — Les deux chambres réunies doivent statuer dans le délai de trois mois à compter soit de l'arrêt de conflit pris par l'autorité administrative compétente

soit de la requête du procureur général près la chambre judiciaire ou du commissaire de la loi près la chambre administrative.

« L'arrêt des deux chambres réunies est notifié par le greffier, dans le mois de son prononcé, à la juridiction saisie du litige.

« Si, quatre mois après l'arrêt de conflit ou la requête du commissaire du gouvernement près les deux chambres réunies, aucune décision n'a été notifiée à la juridiction saisie du litige, celle-ci peut passer outre, sans autre délai ni formalité, et statuer ce que de droit.

« 5. — Les dispositions antérieures sur le règlement et la procédure des conflits continueront à recevoir application dans tout ce qu'elles n'auront pas de contraire au présent titre. »

Libreville, le 17 décembre 1970.

ALBERT-BERNARD BONGO.

Par le Président de la République :
Le Vice-Président du gouvernement, Garde des sceaux, ministre de la Justice,
ministre de la Coordination,
 LÉON MÉBIAME.

LOI n° 11/70 du 17 décembre 1970 portant statut des huissiers de justice.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le Président de la République, chef du gouvernement, promulgue la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE I^{er}

Dispositions générales.

Art. 1^{er}. — Les huissiers de justice sont les officiers ministériels qui ont qualité pour signifier les actes et les exploits, faire les notifications prescrites par les lois et règlements lorsque le mode de notification n'a pas été précisé et assurer l'exécution des décisions de justice et des actes ou titres en forme exécutoire.

Les huissiers de justice peuvent, en outre procéder au recouvrement amiable ou judiciaire de toutes créances et à la vente publique de tous meubles et effets mobiliers corporels saisis par eux.

Ils peuvent être commis par justice ou requis par les particuliers pour effectuer des constatations purement matérielles, qui n'ont que la valeur de simples renseignements.

Art. 2. — Les officiers d'huissiers de justice sont créés et supprimés par décret. Les offices créés sont pourvus par arrêté du ministre de la justice, sur proposition du procureur général et après avis de l'Assemblée générale de la chambre judiciaire de la Cour suprême qui examine si le candidat remplit les conditions de nomination requises.

Art. 3. — S'il n'existe qu'un huissier de justice dans le ressort d'un tribunal de grande instance, et en cas d'absence ou d'empêchement de cet huissier, ou si l'intérêt des parties l'exige il peut nommé un huissier ad hoc par ordonnance du président du tribunal.

Dans les ressorts de tribunaux de grande instance où il n'existe aucun huissier de justice, les fonctions définies à l'article 1^{er} sont assurées par des agents d'exécutions nommés par ordonnance du président du tribunal.

CHAPITRE II

Conditions de nomination.

Art. 4. — Nul ne peut être nommé huissier de justice, s'il ne remplit les conditions suivantes :

- 1° Etre de nationalité gabonaise ou ressortissant d'un Etat accordant aux Gabonais la réciprocité ;
- 2° Etre âgé de plus de 25 ans et de moins de 65 ans ;
- 3° N'avoir subi aucune condamnation interdisant l'accès à la Fonction publique ;
- 4° Etre de bonne vie et mœurs ;
- 5° Avoir satisfait à un examen professionnel dont les modalités seront fixées par arrêté du ministre de la Justice ;
- 6° Avoir accompli chez un huissier de justice, un stage professionnel pendant deux ans au moins ou quatre années en qualité d'agent d'exécution près des tribunaux de grande instance de Libreville ou de Port-Gentil.

Les personnes ayant exercé pendant deux ans au moins des fonctions de magistrat titulaire ou de greffier en chef d'un tribunal de grande instance sont dispensées de l'examen professionnel.

Art. 5. — Toute personne nommée huissier de justice titulaire doit, avant d'entrer en fonction, prêter devant le tribunal de grande instance le serment professionnel suivant : "je jure de me conformer aux lois et règlements concernant mon ministère avec exactitude et probité."

Art. 6. — Toute personne nommée huissier de justice titulaire doit, avant d'être admise au serment professionnel, justifier du versement à la Caisse des dépôts et consignations d'un cautionnement en espèces, dont le montant est fixé par arrêté du ministre de la Justice.

Art. 7. — Les huissiers de justice ne peuvent continuer à exercer leurs fonctions au delà de 65 ans.

CHAPITRE III

Obligations professionnelles.

Art. 8. — L'huissier de justice doit résider au siège du tribunal de grande instance auprès duquel il a été nommé.

Il ne peut s'absenter du ressort dans lequel il exerce son ministère, sans autorisation du ministre de la Justice qui fixe la durée de l'absence.

L'huissier de justice absent peut être suppléé par un clerc assermenté qui doit réunir les conditions exigées pour être nommé dans un office. Le serment prêté par le clerc est celui prévu à l'article 5.

Art. 9. — Les huissiers de justice sont tenus d'exercer leur ministère chaque fois qu'il en sont requis.

Ils tiennent un repertoire sur lequel ils inscrivent jour par jour, sans blanc ni interligne et par ordre de numéros, tous les actes de leur ministère, tant en ma-

tière civile et commerciale qu'en matière criminelle, correctionnelle ou de simple police. Ce repertoire est coté et paraphé par le président du tribunal de grande instance. Il doit indiquer le nom des parties, la nature et le numéro de chaque acte, la date de signification, l'indication des biens, leur situation et leur prix lorsqu'il s'agit d'actes ayant pour objet la propriété, l'usufruit ou la jouissance de biens immobiliers, le montant des frais de transport, le coût de chaque acte, en ce compris les déboursés de l'huissier.

Ils tiennent en outre une comptabilité générale qui comprend au moins un livre-journal, un grand livre contenant le compte de chaque client et les livres auxiliaires correspondants. Ces livres sont cotés et paraphés par le président du tribunal.

Art. 10. — Sous peine d'une amende de 500 francs prononcée par le tribunal de grande instance et sans préjudice de la condamnation à une peine disciplinaire, les huissiers de justice doivent mentionner au bas de l'original et de la copie de chaque acte le montant des rôles de copies de pièces et le détail de tous les frais formant le coût de l'acte.

Art. 11. — Les huissiers de justice doivent faire consigner par les parties le montant des frais d'enregistrement et du coût des actes. Ils sont tenus de délivrer récépissé des sommes ainsi reçues.

Art. 12. — Les huissiers de justice ne peuvent prétendre qu'aux droits et émoluments fixés par le tarif des frais de justice sous peine de restitution des sommes indument perçues et sans préjudice de tous dommages-intérêts et de poursuites disciplinaires.

Art. 13. — Les huissiers de justice ne peuvent se porter directement ou indirectement adjudicataires des biens mobiliers qu'ils sont chargés de vendre.

Ils ne peuvent se porter cessionnaires de droits litigieux dont le tribunal auprès duquel ils sont nommés est compétent pour connaître.

Ils ne peuvent exercer le commerce, même par personne interposée, ni gérer aucune entreprise industrielle ou commerciale.

Il leur est interdit de conserver des sommes de nature à être versées à la caisse de dépôts et consignations.

Art. 14. — Après l'expiration de chaque année et dans le délai d'un mois, les huissiers de justice adressent au Procureur de la République, qui le transmet au Procureur général, un compte sommaire tant des sommes consignées entre leurs mains que de celles qui ont été employées ou restituées aux parties.

CHAPITRE IV

Discipline.

Art. 15. — Le Procureur de la République assure le contrôle des huissiers de justice. Il peut vérifier à tout moment leur activité et la gestion de leur office et vérifier au moins une fois par an leur comptabilité.

Art. 16. — Toute infraction aux lois, règlements et règles professionnelles, tout manquement à la probité ou à l'honneur, même en dehors de l'exercice de fonctions, constituent une faute disciplinaire, passible d'une peine disciplinaire.

Art. 17. — Les peines disciplinaires suivantes peuvent être prononcées à l'encontre des huissiers de justice :

- 1° Le rappel à l'ordre ;
- 2° La censure ;
- 3° La suspension pendant une période ne pouvant excéder une année-;
- 4° La destitution.

Les peines disciplinaires sont prononcées par arrêté du ministre de la Justice, sur proposition du Procureur général et après avis de la chambre judiciaire de la Cour suprême.

En outre, la Cour suprême et les tribunaux peuvent réprimer les fautes commises à l'audience par les huissiers de justice ou constatées à l'audience. La durée de la peine de suspension peut être de trois ans au plus. La Cour ou le tribunal statue séance tenante, le Ministère public entendu et après explication de l'intéressé.

Les jugements des tribunaux statuant sur la discipline des huissiers de justice peuvent être frappés d'appel par le ministère public et l'intéressé. L'appel est formé par déclaration au greffe dans le délai de quinze jours à compter du prononcé de la décision.

Art. 18. — L'honorariat peut être conféré, par arrêté du ministre de la Justice, aux huissiers de justice ayant exercé leurs fonctions pendant dix ans au moins.

Art. 19. — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Libreville, le 17 décembre 1970.

Par le Président de la République :

Le Vice-Président du gouvernement, Garde des sceaux, ministre de la Justice, ministre de la Coopération,
LÉON MÉBIAME.

ALBERT-BERNARD BONGO.

**LOI n° 12/70 du 17 décembre 1970
portant modification du Code de procédure pénale.**

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le Président de la République, chef du gouvernement, promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — L'article 192-A de la loi 35/61 du 5 juin 1961 portant Code de procédure pénale reçoit la nouvelle rédaction suivante :

« Art. 192. — A. Toutes citations délivrées à la requête du ministère public seront diligentées par un huissier ou un agent d'exécution. »

Art. 2. — Aux articles 192 B, 193 A, 193 B, 193 D et 197 du Code de procédure pénale le mot "agent" sera remplacé par "huissier ou agent d'exécution".

Art. 3. — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Libreville, le 17 décembre 1970.

Par le Président de la République :

Le vice-Président du gouvernement, Garde des sceaux, ministre de la Justice, ministre de la Coopération,
LÉON MÉBIAME

ALBERT-BERNARD BONGO.

**LOI n° 13/70 du 17 décembre 1970
relative au détournement d'aéronef.**

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le Président de la République, chef du gouvernement, promulgue la loi dont la teneur suit.

Art. 1^{er}. — Toute personne se trouvant à bord d'un aéronef en vol qui, par violence ou menace de violence, s'empare de cet aéronef ou en exerce le contrôle sera punie de cinq à dix ans de travaux forcés.

S'il est résulté de ces faits des blessures ou maladie la peine sera de dix à vingt ans de travaux forcés.

S'il en est résulté la mort d'une ou plusieurs personnes, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité sans préjudice, s'il echet, de l'application des articles 227 et 229 du Code pénal.

Art. 2. — Toute personne qui dans la zone douanière d'un aéroport et lors de son embarquement dans un aéronef aura été trouvé porteuse d'une arme à feu chargée ou d'un engin explosif quelconque sera punie d'une peine de un à cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 100.000 à 500.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

La confiscation de l'arme ou de l'engin sera toujours pronocée.

Art. 3. — La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Libreville, le 17 décembre 1970.

Par le Président de la République :

Le Vice-Président du gouvernement, Garde des Sceaux, ministre de la Justice, ministre de la Coopération,
LÉON MÉBIAME.

ALBERT-BERNARD BONGO.

LOI n° 15/70 du 17 décembre 1970 attribuant aux tribunaux judiciaires compétence pour statuer sur les actions en responsabilité des dommages commis par tout véhicule et dirigés contre une personne morale de droit public.

L'Assemblée nationale a délibéré et adopté ;

Le Président de la République, chef du gouvernement, promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Les tribunaux de l'ordre judiciaire sont seuls compétents pour statuer sur toute action en responsabilité tendant à la répartition des dommages de toute nature causés par un véhicule quelconque.

Cette action sera jugée conformément aux règles du droit civil, la responsabilité de la personne morale de droit public étant, à l'égard des tiers, substituée à celle de son agent, auteur des dommages commis dans l'exercice de ses fonctions.

Art. 2. — La présente disposition ne s'applique pas aux dommages occasionnés au domaine public.